Journalistes condamnés au Burundi : Iwacu veut faire appel

Deutsche Welle, 31.01.2020 La rÃ©daction du groupe de presse Iwacu se rÃ©jouit certes de la rÃ©duction de la peine requise. Mais elle dÃ©nonce une dÃ©cision politique. RSF craint une intimidation des journalistes Ã l'approche d'un scrutin crucial. La justice burundaise a condamnÃ© ce jeudi (31.01.2020) les quatre journalistes travaillant pour le journal indÃ©pendant Iwacu Ã deux ans et demi de prison et Ã une amende de 1 million de francs burundais.Â Leur chauffeur a Ã©tÃ© acquittÃ©.

Ces journalistes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s le 22 octobre alors qu'ils allaient faire un reportage sur l'incursion de rebelles burundais venus de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo voisine. Ils ont Ã©tÃ© condamnÃ©s pourÂ "tentative de complicitÃ©, d'atte la sÃ©curitÃ© intÃ©rieure de l'Ã‰tat"Â par leÂ Tribunal de Grande Instance de Bubanza en lâ€™absence des concernÃ©s.

Requalification des faits Le parquet, qui avait requis 15 ans de prison, souhaitait voir condamner les employÃ©s d'IwacuÂ pourÂ "complicitÃ© d'atteinte Ã la sÃ»retÃ© de l'Etat", mais le tribunal a dÃ©cidÃ© de requalifier les faits. Le rÃ©dact chef d'Iwacu, LÃ©andre Sikuyavuga, est tout de mÃªme soulagÃ© que la peine pour les journalistes ne soit pas aussi Ã©levÃ©e que les 15 ans de prison requis par le procureur, fin dÃ©cembre. LÃ©andreÂ Sikuyavuga souligne cependant que le groupe de presse ferait appel.

Intimidation Arnaud Froger, chef du bureau Afrique de l'ONG Reporters sans frontiÃ¨res critiqueÂ la dÃ©cision du tribunal qui, selon lui, est politique et destinÃ©e Ã intimider aussi d'autres journalistes, Ã quelques mois de la prÃ©sidentielle au Burundi fixÃ©e au mois de mai. Amnesty international a aussi rÃ©agi Ã cette condamnation. Lâ€™ONG dÃ©nonce des accusationsÂ "fabriquÃ©es de toute piÃ¨ce"Â et Ã©voqueÂ "un triste jour"Â pour la libertÃ© de la pre Burundi.